

Mercure en Guyane, l'intox continuera-t-elle encore longtemps ?

Monsieur le Préfet nous dit* que le site de Trois Sauts sur le **Haut Oyapock** est celui qui concentre le plus de mercure en Guyane (principalement d'origine naturel) : C'EST FAUX !

Les dernières données épidémiologiques officielles (source INVS) montrent une contamination moyenne de 11,7 µg /g sur le Haut-Maroni, contre 7,2 à Trois Sauts.

Monsieur le Préfet nous dit* que les habitants du Haut Maroni sont empoisonnés au mercure, mais à des taux modérés : C'EST ENCORE FAUX !

L'ARS elle-même admet que sur les prélèvements effectués récemment dans le cadre des suivis grossesse, 91 % dépassent 5 µg/g, considéré comme le seuil de risque élevé pour les femmes enceintes !

A ce titre, les Hurlleurs de Guyane déplorent le fait que ces populations, et en particulier, les femmes enceintes, soient obligées de changer leur comportement alimentaire à cause d'un orpaillage illégal incontrôlé dans leurs zones de vie. A entendre l'émission Point d'Interrogation du 3 février 2015, on ne peut qu'avoir HONTE de constater que les seules solutions proposées sont la pisciculture et l'élevage alors que la priorité n°1 devrait être l'éradication : nous n'avons pas à nous accommoder d'une situation aussi scandaleuse et à proposer des pis-aller!

En outre, les Hurlleurs de Guyane sont particulièrement surpris du fait que le Directeur de l'Agence Régionale de Santé méconnaisse autant les travaux et l'expertise de l'association Solidarité Guyane, qui pourtant, depuis plus de 10 ans, travaille sur le terrain et en partenariat avec des laboratoires de renommée internationale.

Les habitants de Guyane méritent des réponses concrètes sur les moyens de lutte contre l'orpaillage illégal qui n'a que trop freiné le développement harmonieux de notre territoire.

Dès lors, les Hurlleurs de Guyane réitèrent leurs revendications :

- Une planification véritable et transparente d'ERADICATION de l'orpaillage illégal, et non une simple politique de « CANALISATION », dans chaque bassin de vie sur les fleuves Maroni et Oyapock;
- Une augmentation des moyens alloués à la lutte contre l'orpaillage illégal ;
- L'implication de nos parlementaires ainsi que ceux de l'Hexagone pour lancer une enquête parlementaire sur les modalités de lutte et sur la situation sanitaire et sociale déplorable des populations de l'Intérieur. Nous saluons d'ailleurs l'initiative du Sénateur Karam qui s'est engagé auprès de nous à travailler et à mobiliser sur cette question.
- La mise en place de protocoles scientifiques définis en partenariat avec l'Agence Régionale de Santé et l'association Solidarité Guyane afin d'évaluer au mieux la contamination des populations des fleuves ;
- Un renforcement de la coopération internationale avec le Brésil et le Suriname ;

